

Décision : QCRC04-00128

Numéro de référence : Q04-06624-6

Date de la décision : Le 9 juillet 2004

Objet : Autorisation de céder ou aliéner
les véhicules lourds

Endroit : Québec

Présent : Daniel Lapointe
Commissaire

Personne visée :

8-Q-330143-101-SI 2622-9369 QUÉBEC INC.
263, route 169
Albanel (Québec)
G8M 3N9

demanderesse

La demanderesse, 2622-9369 QUÉBEC INC. a introduit à la Commission une demande pour permission de céder un véhicule à Denis Morin. La demanderesse s'est vue dans l'obligation d'introduire la présente demande dû au fait que la Commission a intenté une procédure en vérification de comportement (MD4-080927-8).

La présente demande a été soumise au soussigné pour décision.

L'autorisation demandée est requise en vertu de l'article 33 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds¹, lequel se lit comme suit :

« 33. Une personne déclarée totalement ou partiellement inapte ne peut céder ou autrement aliéner les véhicules lourds immatriculés à son nom sans le consentement de la Commission qui doit le lui refuser lorsqu'elle estime que la cession ou l'aliénation aurait pour objet de contrer l'application de la mesure administrative imposée. »

Le premier alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds fait l'objet d'une enquête de la Commission visant à déterminer s'il tente de se soustraire à l'application de la présente loi. Il s'applique également à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds dont la Commission est saisie du dossier en vue de l'imposition d'une mesure administrative et ce, soit à compter de la transmission à la Commission du dossier constitué par la Société conformément à l'article 22, soit à compter de la transmission par la Commission du préavis visé à l'article 37 dans les autres cas. »

Il ressort particulièrement du libellé de cet article que la Commission doit s'assurer du fait que la cession ou l'aliénation de véhicules n'a pas pour objet de contrer l'application d'une mesure administrative imposée ou de se soustraire à l'application de la loi.

Pour exercer correctement sa compétence en vertu de l'article précité, la Commission doit être informée du nom et de toutes les coordonnées nécessaires pour identifier l'éventuel acquéreur ainsi que du type d'activité auquel il se consacre.

Les informations contenues au dossier indique qu'il s'agit d'un transfert d'une remorque au nom de Denis Morin, président et administrateur de la demanderesse.

La preuve documentaire produite au dossier démontre que la cession du véhicule ne vise pas à contrer l'effet de l'article 33 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds. La Commission estime

¹ L. R. Q., c. P-30.3

qu'elle peut donc accorder l'autorisation demandée.

CONSIDÉRANT la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds (L. R. Q., c. P-30.3) ;

POUR CES MOTIFS, la Commission :

1. ACCUEILLE la demande ;
2. PERMET à 2622-9369 QUÉBEC INC., le transfert de l'unité ci-après identifiée, en faveur de DENIS MORIN :

Fericar 1986
no de série: 2F9SCF9B3GA020016
immatriculation: RS18385

Daniel Lapointe
Commissaire